

FUTURE CITÉ FINANCIÈRE D'ALGER

Méga-projet, méga-convoitises

La Cnep Banque a lancé, hier, un appel d'offres national et international pour la réalisation, au quartier de Belouizdad, d'un immense projet de cité financière, baptisée Belhaffaf.

L'opération lancée par Getim, filiale de la caisse publique d'épargne, est considérée par les experts comme le second plus grand chantier de 2011, après celui de la Grande-Mosquée d'Alger. Prévu sur une superficie bâtie de 120 m², le projet comporte notamment la réalisation de deux tours de 18 étages et quatre immeubles de six niveaux chacun.

Doté d'une enveloppe financière de 10 milliards de dinars accordée en 2007 par Ahmed Ouyahia, ce projet est convoité par 22 entreprises et groupements, dont seulement deux sont nationaux : une entreprise publique, Gesi-TP, et Cevico, une filiale du groupe Cevital.

Il y a près de huit mois, le maître d'ouvrage Getim et le bureau d'étude, allemand M+W Zender avaient procédé à une présélection d'entre-

prises pour la réalisation de ce mégaprojet. Il a fallu attendre toute cette période pour adapter le cahier des charges aux nouvelles procédures du code des marchés publics. Ce sont justement ces nouvelles procédures qui viendront certainement à la rescousse des deux entreprises algériennes, ne serait-ce que par la marge de 25 % sur l'offre financière accordée dans le cadre de la préférence nationale.

En revanche, pour aspirer à décrocher ce projet, les entreprises étrangères seront soumises à un véritable parcours du combattant. Tout d'abord, elles devront signer un engagement d'investissement. Cela signifie qu'une partie des bénéfices devra être investie en Algérie. L'association avec un partenaire local sur la base de la règle des 49/51 % est incontournable. Par la suite, la caution de 5 % sur le



C'est le second plus grand chantier de 2011.

montant de la soumission devra être immobilisée dans une banque algérienne. Lors de la séance d'ouverture des plis, chaque société devra justifier l'origine de ce dépôt

qui avoisine la somme de 500 milliards de centimes, soit 5 millions d'euros. Ces montants devront être immobilisés pendant 180 jours. Si tous ces facteurs avantagent les

entreprises algériennes engagées dans la course, le bureau d'études allemand penchera de toute évidence sur l'option de la longue expérience et de la grande maîtrise, notamment dans les travaux de génie civil.

A voir le sourire affiché déjà par les opérateurs turcs, on comprend aisément que la note technique ne sera pas à l'avantage des Algériens.

Il faudra attendre 45 jours pour pouvoir connaître la société qui décrochera le marché néanmoins, certains se frottent déjà les mains, notamment la mafia qui a la mainmise sur le marché du sable.

Les millions de mètres cubes de béton qui seront engloutis en 2012 dans la réalisation de la Grande-Mosquée et la cité financière participeront certainement à la hausse des prix du sable. La mafia qui gère cette activité n'en demande pas plus.

R. N.

SITUATION ALARMANTE DES STOMISÉS D'ALGÉRIE L'État algérien mis en cause

C'est un véritable cri de détresse que vient de lancer le président de l'Association des stomisés d'Algérie, dans une conférence de presse organisée hier au siège de l'association à Tizi-Ouzou. Rachid Rezgui n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer l'attitude de l'Etat algérien et des autorités concernées face à la situation dramatique que vivent plus de 40 000 stomisés répartis sur l'ensemble du territoire national. Problème essentiel et non des moindres, l'indisponibilité des poches. Une pénurie chronique et persistante depuis près d'une décennie, selon le conférencier qui met en cause le peu d'empressement des autorités et des organismes concernés à solutionner ce problème. L'attitude du DG de l'ONAAPH, organisme dépendant du ministère de la Sécurité sociale et du Travail, a été violemment mise en cause par le président de l'Association des stomisés d'Algérie, qualifiant l'indisponibilité chronique des poches d'«atteinte grave à la dignité humaine».

M. Rezgui n'hésitera pas à parler d'«acte criminel» qu'il impute directement au directeur général de l'ONAAPH. Il dénoncera l'absence de volonté de commercialiser les poches en quantité suffisante et avec le diamètre qui convient à chaque malade, le mépris et le silence affichés face aux doléances de l'association et de ses adhérents par le premier responsable de cet office qui doit tout simplement démissionner, selon l'animateur de la conférence de presse qui fait preuve d'un alarmisme justifié quant à l'absence des poches. Pour pallier ce manque, les malades recourent à des moyens rudimentaires : boîtes de margarine, sacs poubelle, sachets de lait, etc. D'autres lavent les poches pour les réutiliser alors qu'elles sont considérées comme des consommables dont l'usage est limité à 3 jours, d'où le risque d'infection par des germes mortels que peut entraîner le recours à ces moyens non conventionnels. «Les malades vivent une situation digne du Moyen-Age», s'alarme M. Rezgui qui dit ne pas savoir à quelle autorité se vouer. «C'est l'ensemble de l'Etat en général et les autorités sanitaires en particulier, notamment celles chargées de la Sécurité sociale et du travail ainsi que celle en charge de la solidarité nationale qui sont responsables de cette situation et que nous interpellons pour trouver une solution à ce problème», dira le président de l'Association des stomisés d'Algérie qui dénonce, par ailleurs, l'arrêt des subventions étatiques depuis une douzaine d'années. L'arrêt de ces subsides alloués par, notamment, les ministères de la Solidarité nationale, de la Santé et de la Population à l'association, créée en 1988 et qui compte plus d'un millier d'adhérents issus de l'ensemble du territoire national, a freiné son dynamisme et l'action qu'elle déploie à l'égard des malades. «Nous avons les moyens techniques d'être performants mais la défaillance de l'Etat, qui nous a privés de subventions, nous a conduits à réduire l'aide que nous apportons aux malades, nous nous contentons de faire de la prise en charge des malades en ambulatoire seulement», se désole le conférencier qui fait part des projets que compte lancer l'association, à savoir la création de maisons de stomisés au niveau de chaque wilaya, de cercles d'amis des stomisés qui regrouperont des donateurs et des industriels qui peuvent contribuer à relancer les actions de l'association.

S. A. M.

AIR ALGÉRIE

Le collectif du PNC menace d'une autre démonstration de force

Le spectre d'une autre démonstration de force plane sur Air Algérie. Le collectif du PNC (personnel navigant commercial), auteur de quatre jours de grève (du 11 au 14 juillet) qui avaient paralysé la compagnie, n'exclut pas d'engager un autre rapport de force avec l'employeur. La cause ? «Air Algérie tergiverse dans la résolution définitive du conflit».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La déception se lisait hier sur les visages des syndicalistes du collectif du PNC à l'issue d'une entrevue avec le secrétaire général de l'UGTA Abdelmadjid Sidi-Saïd. Ce dernier, admis par les deux parties (PNC-direction générale d'Air Algérie) comme médiateur dans cette affaire, a reçu hier au siège de la Centrale syndicale une délégation du collectif du PNC pour s'enquérir de l'état d'avancement des négociations entre les représentants des travailleurs et l'employeur.

Selon des sources proches des syndicalistes d'Air Algérie, «la situation n'a guère avancé depuis la dernière réunion». A l'origine de ce blocage, «la tergiversation du nouveau patron de la compagnie à clore définitivement le

dossier en question». «Tant que la question salariale n'est pas réglée, on ne peut parler de finalisation des négociations», ajoutent nos sources qui estiment que «la responsabilité incombe en premier lieu au premier responsable de la compagnie».

Pour rappel, le ministre des Transports avait dans son communiqué rendu public en date du 16 juillet dernier demandé aux deux parties d'entamer des négociations directes à compter du 17 juillet dernier.

D'ailleurs, il fera savoir dans son document que «la conclusion de cet accord a été le fruit d'une concertation soutenue entre le ministre des Transports et le P-dg d'Air Algérie sous l'orientation permanente du ministre ainsi que du rôle joué par le secrétaire général de l'UGTA».

Cela dit, les représentants syndicaux du PNC, auteur de deux grèves qui avaient paralysé la compagnie, ne comptent pas quitter la table des négociations sans arracher des points.

«Si la direction d'Air Algérie cherche à gagner du temps ou à décourager le PNC, c'est peine perdue. La direction doit comprendre que nous allons renoncer à nos revendications», a-t-on affir-

mé. Rappelons que le PNC s'était mis en grève durant quatre jours du 11 au 14 juillet dernier, paralysant ainsi tous les vols de la compagnie nationale et provoquant la pagaille tant au niveau des aéroports nationaux qu'étrangers.

Ainsi, fort du soutien de quelque 900 hôtesses de l'air et stewards, le collectif du PNC a contesté l'alignement de leurs salaires sur ceux des personnels au sol, arguant que «cette catégorie de travailleurs de la compagnie d'Air Algérie est soumise à la même mobilité et aux mêmes risques en matière de sécurité que les pilotes».

Sur un autre chapitre, on indique que les autres points contenus dans la plateforme de revendications du syndicat, à savoir l'amélioration des conditions de travail, le statut et la direction à laquelle le PNC doit être rattaché, ne seront abordés qu'une fois la question des salaires réglée.

Selon M. Hamamouche, porte-parole du Collectif des stewards et hôtesses de l'air, le point salarial est celui qui pose le plus de problèmes dans ces négociations qui ont consommé jusqu'à huit réunions entre les deux parties.

A. B.

CODE DE L'INFORMATION

Les peines d'emprisonnement du journaliste maintenues

Les promesses de dépénalisation du délit de presse faites par le président de la République seront restées lettre morte. Contrairement à son discours, l'avant-projet de loi organique relatif à l'information contient des amendements prévoyant des peines d'emprisonnement pour les journalistes. Celles-ci peuvent aller d'un mois à cinq ans.

Selon le quotidien arabo-phone *El Khabar*, dans le nouveau texte qui sera examiné aujourd'hui par le gouvernement, cinq articles évoquent des peines d'emprisonnement de journalistes pour délit de presse. Il est encouru d'après l'article 128, des peines d'emprisonnement allant d'un à cinq années, une amende pouvant atteindre 500 000 DA par le journaliste et le directeur de la publication en cas d'incitation aux délits ou crimes contre l'Etat

et l'unité nationale. Egalement, serait passible d'un à 6 mois d'emprisonnement tout journaliste qui publierait un document portant atteinte au secret d'instruction, ou d'enquête préliminaire dans des crimes et délits, rapporte le quotidien. Contacté par téléphone, M. Doudène, directeur de la presse écrite au niveau du ministère de la Communication, assure «n'avoir pas eu connaissance de cette copie». Selon lui, une

commission serait chargée de ce projet. Pour le Syndicat national des journalistes (SNJ), ces amendements sont loin d'être une surprise. Le secrétaire général du SNJ, Kamel Amarni, indique que «sous réserve que les amendements publiés dans la presse se confirment et que le gouvernement adopte lesdits amendements, nous constatons en tant que Syndicat national des journalistes que le temps nous a, hélas, donné raison. En reconduisant les peines d'emprisonnement des journalistes, le pouvoir confirme son indisponibilité à s'amender et à se débarrasser définitivement de son allergie à la liberté de la presse et d'expression». Et de

rappeler : «Nous avons été les premiers et les seuls à mettre en garde contre toute révision substantielle du code de l'information dans le sens de plus de fermeture.» Le SG du SNJ conclut par un appel au gouvernement à «rattraper le coup en supprimant, comme il s'en était engagé publiquement, les articles prévoyant l'emprisonnement des journalistes et à lever l'ambiguïté qui entoure le chapitre traitant de l'éthique et de la déontologie».

Ce dernier précisera à ce sujet que «quand on prévoit des peines d'emprisonnement, on peut se passer d'un conseil de l'éthique et de déontologie».

W. Z.